

September . Septembre 2018

forum 3

- **KONZERNE, IN DIE VERANTWORTUNG!**
- **MULTINATIONALES RESPONSABLES!**



FachFrauen Umwelt  
Professionnelles En Environnement

ffu-pee



Jasmine El Mulki  
Responsable éditoriale

# CHÈRES PROFESSIONNELLES

## LIEBE FACHFRAUEN

Depuis quand est-il devenu acceptable de penser que les droits, la responsabilité et le respect des humains et de l'environnement s'arrêtent aux frontières nationales des pays les plus riches du monde ?

Dans notre monde globalisé et hyper connecté, où on prend l'avion pour l'aventure d'un week-end, dans lequel nous consommons de la culture, des expériences, des services et des aliments produits sur d'autres continents quotidiennement, il est difficile de comprendre comment il est encore possible que les lois et le devoir de diligence en matière de droits humains et de l'environnement s'arrêtent, eux, au pas de porte de notre pays.

Actuellement il est possible pour les plus grandes multinationales du monde de commettre ailleurs, ce qui dans notre pays serait vu comme un crime et ce, en toute impunité. En vérité ces sociétés sont ici pour cette raison exactement : elles se cachent derrière des lois obsolètes, des forteresses légales et administratives féodales dont le but originel fut de garder l'ennemi dehors, alors qu'aujourd'hui il agit depuis l'intérieur. L'initiative des multinationales responsables, soutenue par plus de 100 organisations suisses, est un outil légal transnational concret, une coopération internationale de peuples engagés qui savent qu'ils peuvent faire une différence dans la dynamique (et distribution inégale) de pouvoir actuelle. Elle vise à mettre fin aux crimes qui se passent hors de notre vue et dont les conséquences coûtent des vies et détruisant notre planète.

Cette édition de forum tente d'illustrer l'étendue des lois qui seront bientôt soumises au peuple suisse. Ce sera à nous de jouer - Bonne lecture !

### **Neue FachFrauen Nouvelles Professionnelles**

Laura Arata, Zürich  
Corinna Baumgartner, Basel  
Nadia Bianco, Bern  
Isabelle Blum, Gräslikon  
Agnes Brosy, Basel  
Barbara Bühner, Hüntwangen  
Fabienne Chawla, Bottmingen  
Bronya Dehlinger, Frick  
Aicha Essmaali, Lausanne  
Natascha Fuhrer, Bachs  
Corinne Gasser, Basel  
Franziska Heidenreich, Thalwil  
Monika Jung, Weesen  
Valery Knoll, Winterthur  
Jasmin Knutti, Wabern  
Anik Kohli, Zürich  
Laura Lang, Oberengstringen  
Aline Meier, Nänikon  
Ilona Meier, Thalwil  
Gaëlle Pauquet, Basel  
Lia Sacchi, Brione Verzasca  
Marietta von Pfulstein, Bonaduz  
Lea Weber, Basel  
Barbara Wegmann, Basel  
Stefanie Weiss, Weggis

**Herzlich willkommen bei  
den ffu-pee  
Bienvenue chez les ffu-pee**

# INHALT

● Un bref aperçu des tenants et aboutissants de l'initiative pour des multinationales responsables	4
● Die Konzernverantwortungsinitiative KOVI – um was es geht	7
● GewinnerInnen und VerliererInnen beim Rohstoffhandel – warum es Konzernverantwortung braucht!	10
● Nachdenken über Frauenrollen und Konzernverantwortung	12
● Des multinationales suisses au cœur de scandales socio-environnementaux	14
● FachFrauen persönlich . Portrait d'une pee	16
● Einsatz für die Konzernverantwortungsinitiative	17
● Die FachFrauen Umwelt unterstützen die Konzernverantwortungsinitiative	18
● Generalversammlung der ffu-pee 2018 in Basel	19
● L'Assemblée générale des ffu-pee 2018 à Bâle	20
● Sortie régionale : Visite du jardin permacole d'Aino Adriaens	21
● Schafe in der Stadt. FachFrauenBesuch	22
● Interna . Interne	23

# UN BREF APERÇU DES TENANTS ET ABOUTISSANTS DE L'INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Les nouvelles alarmantes en provenance des pays du sud, qui décrivent l'exploitation des humains et de l'environnement par les multinationales, sont légion : conditions de travail catastrophiques dans l'industrie textile en Asie et en Europe de l'Est, travail abusif des enfants dans les plantations de cacao en Afrique, émissions mortelles lors de l'extraction de minéraux en Zambie, fleuves pollués par les mines d'or au Congo. Or, beaucoup des multinationales responsables ont leur siège principal en Suisse. Le nom de l'exploitant de matières premières Glencore n'en est qu'un des plus populaires. Ce n'est pas dû au pur hasard si la Suisse possède la plus grande densité de telles entreprises par rapport à sa population. Cécile Bühlmann



Cécile Bühlmann, membre du comité d'initiative

Des œuvres d'entraide et de protection de l'environnement suisses, alertées par leurs organisations partenaires dans les pays du sud, ont informé le grand public dans notre pays. Les ONG suisses ne voulaient pas simplement tolérer que les multinationales dérogent dans d'autres pays les règles qui chez nous sont devenues la norme. En 2012 elles ont lancé la campagne « Droit sans frontières ». Elles ont soumis une pétition munie de 135 285 signatures demandant aux hommes et femmes politiques d'imposer des règles plus strictes aux multinationales. Le Conseil fédéral a certes reconnu la responsabilité des entreprises suisses par rapport aux droits humains et de l'environnement tant en Suisse qu'à l'étranger, mais il voulait seulement promouvoir les initiatives prises volontairement. La coalition d'ONG, quant à elle, a montré à l'aide d'exemples frappants que les mesures volontaires n'apportent pas les changements voulus et que la contrainte légale est indispensable. Malheureusement le parlement a refusé à une très faible majorité la demande. La coalition d'ONG s'est alors décidée à soumettre l'idée à la population afin de trouver l'appui nécessaire. Ainsi est née l'initiative pour des multinationales responsables.

## Objectif de l'initiative : devoir de diligence

L'initiative pour des multinationales responsables demande que les entreprises transnationales, c'est-à-dire actives dans le monde entier, et ayant leur siège en Suisse prennent des mesures obligatoires en vue d'éviter des effets néfastes et préjudiciables de tous leurs processus d'affaires. L'élément principal consiste à mettre en œuvre une diligence raisonnable, afin de respecter les droits humains et normes environnementales. Une multinationale doit examiner en détail quels risques elle fait courir par ses activités commerciales aux droits humains et à l'environnement. Une fois que de tels risques ont été identifiés, l'entreprise doit entreprendre des mesures pour les réduire. Les deux étapes doivent être dûment documentées. Si, malgré les mesures prises, des violations des droits de l'homme

ou des dommages environnementaux se produisaient, ils doivent également être documentés, tout comme les contre-mesures prises. Pour renforcer le devoir de diligence, l'initiative comprend en outre une nouvelle clause de responsabilité. Si une activité commerciale en Suisse ou à l'étranger provoque des violations des droits humains ou des dégâts à l'environnement et que l'entreprise ne peut pas prouver avoir prévenu les effets néfastes dans le cadre de son devoir de diligence, l'entreprise est dorénavant responsable des dommages occasionnés. Cette règle s'applique aussi si le dommage est provoqué par une filiale. Les entreprises suisses qui violent leur devoir de diligence en Suisse ou à l'étranger seraient confrontées aux prétentions en réparation des victimes devant un tribunal suisse. Si la multinationale peut prouver qu'elle a mené un examen de diligence exhaustif et pris toutes les mesures nécessaires, elle a la possibilité de se dégager de sa responsabilité civile.

### Tendance internationale

L'initiative pour les multinationales responsables s'appuie sur les « Principes directeurs des Nations-Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » publiés en 2011. Ces principes recommandent de recourir tant à des mesures volontaires qu'à des mesures juridiquement contraignantes. Tout comme ces principes, l'initiative exige un devoir de diligence et de responsabilité civile pour les entreprises.

Les principes directeurs de l'ONU ont déclenché dans le monde entier une nouvelle dynamique : Le Conseil de l'Europe (un organe duquel la Suisse fait également partie) a adopté des recommandations allant dans le même sens. En juin 2017, le Comité pour les droits économiques, sociaux et culturels des Nations-Unies a publié le Commentaire général no 24, qui proclame que les Etats membres du pacte de l'ONU (Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels) sont tenus d'édicter des dispositions légales du devoir de diligence pour les entreprises. La Suisse a ratifié cette convention multilatérale de droit international.

D'autres pays ont également entrepris des démarches : plus de 25 pays élaborent des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations-Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. La France par exemple a adopté en mars 2017 une loi sur cet objet (pour d'autres exemples voir l'encadré). Le Conseil fédéral a lancé le 9 décembre 2016 un plan d'action pour la mise en œuvre de ces principes directeurs. La tendance internationale est de demander aux multinationales d'agir de manière responsable. La Suisse se retrouverait donc en bonne compagnie si elle acceptait l'initiative pour des multinationales responsables.

### État de la discussion en Suisse

L'initiative a été déposée le 10 octobre 2016 dotée du nombre impressionnant de 140 000 signatures. Entre-temps le nombre d'organisations soutenant l'initiative s'élève à 106, un chiffre encore jamais atteint en Suisse pour une initiative. Selon un sondage représentatif mené par l'Institut de recherche GFS à Zurich durant le mois d'octobre 2017, la demande a rencontré une vaste adhésion dans la population avec 77 %.

Le débat au Conseil national a eu lieu durant la session d'été. Lors de ce débat les Conseillers nationaux Hansueli Vogt (UDC) et Karl Vogler (PCS) ont opposé un contreprojet indirect (au niveau législatif) à l'initiative (au niveau constitutionnel). Le contreprojet contient certes certains des éléments importants de l'initiative, mais malheureusement pas tous. Le comité d'initiative a assuré dans une lettre au Conseil national vouloir retirer l'initiative pour autant que le contreprojet élaboré au sein de la commission préparatoire ne soit pas encore affaibli et que le référendum ne soit pas saisi. Le contreprojet a été approuvé lors du vote final du Conseil national avec un taux d'approbation étonnant de 121 oui contre 73 non. Probablement que nombre de Conseillers nationaux ont voté en faveur du contreprojet pour des raisons tactiques, pour pouvoir envoyer la proposition au Conseil des Etats qui aura pour tâche de l'édulcorer encore. Les jeux ne sont donc pas encore faits (au moment du délai de rédaction de ce bulletin forum). La coalition des organisations en faveur de l'initiative se prépare en tout cas à une campagne de votation engagée. Elle est en droit d'espérer gagner la majorité des votantes et votants à sa cause. La votation aura lieu selon toute vraisemblance en 2019.

Cécile Bühlmann est membre du comité d'initiative. Elle a été Conseillère nationale et présidente du groupe parlementaire des Verts. Depuis 2006, elle est présidente du conseil de fondation de Greenpeace Suisse.

### Texte de l'initiative

La Constitution fédérale est modifiée comme suit :

Art . 101 a Responsabilité des entreprises

1. La Confédération prend des mesures pour que l'économie respecte davantage les droits de l'homme et l'environnement.
2. La loi règle les obligations des entreprises qui ont leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur établissement principal en Suisse, conformément aux principes suivants :
  - a. les entreprises doivent respecter également à l'étranger les droits de l'homme internationalement reconnus et les normes environnementales internationales ; elles doivent veiller à ce que ces droits et ces normes soient également respectés par les entreprises qu'elles contrôlent ; les rapports effectifs déterminent si une entreprise en contrôle une autre ; un contrôle peut de fait également être exercé par le biais d'un pouvoir économique.
  - b. les entreprises sont tenues de faire preuve d'une diligence raisonnable ; elles doivent notamment examiner quelles sont les répercussions effectives et potentielles sur les droits de l'homme internationalement reconnus et sur l'environnement, prendre des mesures appropriées en vue de prévenir toute violation des droits de





# DIE KONZERNVERANTWORTUNGSINITIATIVE KOVI – UM WAS ES GEHT

Immer wieder erreichen uns alarmierende Berichte aus Ländern des globalen Südens, welche beschreiben, wie internationale Konzerne dort Menschen ausbeuten und deren Umwelt zerstören: katastrophale Arbeitsbedingungen in Kleiderfabriken in Asien und Osteuropa, missbräuchliche Kinderarbeit bei der Kakaoproduktion in Westafrika, tödliche Emissionen beim Rohstoffabbau in Sambia, durch Goldminen verschmutzte Flüsse im Kongo. Dabei fällt auf, dass viele der verantwortlichen Konzerne ihren Hauptsitz in der Schweiz haben. «Glencore», ein Rohstoffriese mit Hauptsitz im Kanton Zug, ist einer der bekanntesten Namen. Es ist kein Zufall, dass wir gemessen an der Bevölkerung die grösste Dichte an internationalen Konzernen haben. Cécile Bühlmann



© konzern-initiative.ch

Wer haftet, wenn ein multinationaler Konzern die Umwelt verschmutzt und ein Ökosystem nachhaltig schädigt (wie hier durch das auslaufende Öl aus einem Tanker mit Leck)? Die KOVI schafft die rechtliche Grundlage, damit Konzerne mit Hauptsitz in der Schweiz für die Umweltsünden, die sie rund um den Globus begehen, zur Rechenschaft gezogen werden können.

Die Öffentlichkeit erfuhr von den Missständen in den Ländern des globalen Südens durch Schweizer Hilfswerke und Umweltschutzorganisationen, welche ihrerseits von ihren Partnerorganisationen in den entsprechenden Ländern informiert worden waren. Weil die Schweizer NGOs nicht einfach hinnehmen wollten, dass sich Schweizer Konzerne in andern Ländern um all das foutieren, was bei uns selbstverständlicher Standard ist, lancierten sie im Jahr 2012 die Kampagne «Recht ohne Grenzen». Mit einer sensationell hohen Unterschriftenzahl von 135 285 reichten sie eine Petition ein, die von der Schweizer Politik verlangte, dass sie die Konzerne in die Pflicht nehmen sollte. Der Bundesrat reagierte und anerkannte eine grosse Verantwortung von Schweizer Unternehmen bezüglich Menschenrechten und Umweltschutz im In- und Ausland. Er wollte sich aber auf die Förderung von freiwilligen Initiativen beschränken. Die Koalition der NGOs ihrerseits stellte anhand griffiger Beispiele klar, dass die Freiwilligkeit nicht die geforderte Veränderung bringt und dass es den gesetzlichen Zwang braucht. Leider fand das Anliegen auch im Parlament ganz knapp keine Mehrheit. Deshalb beschloss die Koalition der NGOs, das Anliegen der Bevölkerung zu unterbreiten, um dort die nötige Unterstützung zu holen. Das war die Geburtsstunde der Konzernverantwortungsinitiative, kurz KOVI.

## **Ziel der Initiative: Sorgfaltprüfungspflicht**

Die KOVI fordert, dass international tätige Unternehmen mit Sitz in der Schweiz Massnahmen zur Vermeidung von Menschenrechtsverletzungen und Verstössen gegen internationale Umweltstandards verbindlich in sämtliche Geschäftsabläufe einbauen. Kernstück der KOVI ist eine verbindliche Sorgfaltprüfungspflicht bezüglich Menschenrechten und Umweltstandards. Dies bedeutet, dass ein Unternehmen genau abklären muss, welche Risiken für Menschenrechte und Umwelt aus seinen Geschäftstätigkeiten entstehen. Sind solche Risiken identifiziert, müssen Massnahmen eingeleitet werden, um sie zu reduzieren. Beide Schritte sind zu dokumentieren. Kommt es trotz dieser Massnahmen zu Verletzungen von Menschenrech-

ten oder zu Umweltschäden, sind diese sowie ergriffene Gegenmassnahmen ebenfalls zu dokumentieren. Um der Sorgfaltspflicht Nachdruck zu verleihen, enthält die Initiative zudem eine neue Haftungsregel. Wenn eine Geschäftstätigkeit im In- oder Ausland eine Menschenrechtsverletzung oder Umweltschäden bewirkt hat und das Unternehmen nicht nachweisen kann, im Rahmen seiner Sorgfaltsprüfung den schädlichen Auswirkungen vorgebeugt zu haben, so haftet das Unternehmen für den angerichteten Schaden. Dies gilt selbst dann, wenn der Schaden von Tochterfirmen verursacht wurde. Schweizer Unternehmen, die ihre Sorgfaltspflicht im In- oder Ausland verletzen, müssten sich somit vor einem Schweizer Gericht den Wiedergutmachungsansprüchen von Betroffenen stellen. Kann ein Unternehmen glaubhaft nachweisen, dass es die Sorgfaltsprüfung umfassend durchgeführt und alle nötigen Massnahmen getroffen hat, ist es von der Haftung befreit.

### Internationale Tendenz

Die KOVI orientiert sich stark an den «UNO-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte» vom Jahr 2011. Diese empfehlen eine Mischung von freiwilligen und rechtlich zwingenden Massnahmen. Genau wie die Initiative fordern auch die Leitprinzipien eine Sorgfaltsprüfung und eine Haftungspflicht für Unternehmen.

Die UNO-Leitprinzipien haben weltweit eine grosse Dynamik ausgelöst: Im März 2016 verabschiedete der Europarat (ein europäisches Gremium, welchem auch die Schweiz angehört) entsprechende Empfehlungen. Im Juni 2017 veröffentlichte der UNO-Ausschuss für wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte den General Comment Nr. 24, welcher die gesetzliche Vorgabe von Sorgfaltsprüfungspflichten für Unternehmen zu einer verbindlichen Pflicht der Mitgliedstaaten des UNO-Pakts I (Internationaler Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte) erklärte. Die Schweiz hat diesen multilateralen völkerrechtlichen Vertrag ratifiziert.

Auch einzelne Länder sind aktiv geworden: Über 25 Staaten arbeiten an nationalen Aktionsplänen zur Umsetzung der erwähnten UNO-Leitprinzipien. Frankreich hat beispielsweise im März 2017 ein entsprechendes Gesetz verabschiedet (weitere Beispiele siehe Kasten). In der Schweiz hat der Bundesrat am 9. Dezember 2016 einen Aktionsplan zur Umsetzung der UNO-Leitprinzipien lanciert. Der internationale Trend geht also eindeutig in die Richtung, von Konzernen Verantwortung einzufordern. Die Schweiz wäre mit der Annahme der KOVI also in guter Gesellschaft.

### Stand der KOVI-Debatte in der Schweiz

Die KOVI wurde am 10. Oktober 2016 mit der beachtlichen Zahl von 140 000 Unterschriften eingereicht. Die Koalition der unterstützenden Organisationen ist inzwischen auf 106 angewachsen, etwas das es in dieser Breite in der Schweiz noch nie gab. Laut einer repräsentativen Umfrage des Forschungsinstituts GFS Zürich vom Oktober 2017 findet das Anliegen eine breite Zustimmung von 77 % in der Bevölkerung.

Die Beratung im Nationalrat fand in dieser Sommersession statt. Dabei wurde der Initiative ein von den beiden Nationalräten Hansueli Vogt (SVP) und Karl Vogler (CSP) ausgearbeiteter Gegenvorschlag gegenübergestellt. Dieser Enthält einen Gesetzes-

text, der im Rahmen der Aktienrechtsrevision entworfen wurde. Er enthält zwar wichtige Kernelemente der Initiative, weist aber auch schmerzhaft Einschränkungen auf. Das Initiativkomitee hat dem Nationalrat mit einem Schreiben zugesichert, die Initiative zurückzuziehen, wenn der Gegenvorschlag in der Version der vorberathenden Kommission ohne weitere Abstriche durchkomme. Der Gegenvorschlag fand in der Schlussabstimmung im Nationalrat eine erstaunlich hohe Zustimmung von 121 zu 73 Stimmen. Dabei hat es aber vermutlich auch viele taktische Ja-Stimmen gegeben, die dem indirekten Gegenvorschlag nur zugestimmt haben, um die Vorlage in den Ständerat zu schicken, damit er dort weiter abgeschwächt werden soll. Das Spiel ist also offen (Stand zum Zeitpunkt des Redaktionsschlusses des forums). Die Koalition der KOVI bereitet sich mit dem Stand des heutigen Wissens auf jeden Fall auf einen engagierten Abstimmungskampf vor und ist zuversichtlich, die Mehrheit der Stimmenden für die KOVI gewinnen zu können. Die Abstimmung findet voraussichtlich im 2019 statt.

Cécile Bühlmann ist Mitglied des Initiativkomitees der KOVI. Sie war langjährige Nationalrätin und Präsidentin der Grünen Fraktion. Seit 2006 präsidiert sie ausserdem den Stiftungsrat von greenpeace Schweiz.

#### Initiativtext

#### Eidgenössische Volksinitiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen – zum Schutz von Mensch und Umwelt»

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

1. Der Bund trifft Massnahmen zur Stärkung der Respektierung der Menschenrechte und der Umwelt durch die Wirtschaft.
2. Das Gesetz regelt die Pflichten der Unternehmen mit satzungsmässigem Sitz, Hauptverwaltung oder Hauptniederlassung in der Schweiz nach folgenden Grundsätzen:
  - a. Die Unternehmen haben auch im Ausland die international anerkannten Menschenrechte sowie die internationalen Umweltstandards zu respektieren; sie haben dafür zu sorgen, dass die international anerkannten Menschenrechte und die internationalen Umweltstandards auch von den durch sie kontrollierten Unternehmen respektiert werden; ob ein Unternehmen ein anderes kontrolliert, bestimmt sich nach den tatsächlichen Verhältnissen; eine Kontrolle kann faktisch auch durch wirtschaftliche Machtausübung erfolgen;
  - b. Die Unternehmen sind zu einer angemessenen Sorgfaltsprüfung verpflichtet; sie sind namentlich verpflichtet, die tatsächlichen und potenziellen Auswirkungen auf die international anerkannten Menschenrechte und die Umwelt zu ermitteln, geeignete Mass-



nahmen zur Verhütung von Verletzungen international anerkannter Menschenrechte und internationaler Umweltstandards zu ergreifen, bestehende Verletzungen zu beenden und Rechenschaft über ergriffene Massnahmen abzulegen; diese Pflichten gelten in Bezug auf kontrollierte Unternehmen sowie auf sämtliche Geschäftsbeziehungen; der Umfang dieser Sorgfaltsprüfungen ist abhängig von den Risiken in den Bereichen Menschenrechte und Umwelt; bei der Regelung der Sorgfaltsprüfungspflicht nimmt der Gesetzgeber Rücksicht auf die Bedürfnisse kleiner und mittlerer Unternehmen, die geringe derartige Risiken aufweisen;

- c. Die Unternehmen haften auch für den Schaden, den durch sie kontrollierte Unternehmen aufgrund der Verletzung von international anerkannten Menschenrechten oder internationalen Umweltstandards in Ausübung ihrer geschäftlichen Verrichtung verursacht haben; sie haften dann nicht nach dieser Bestimmung, wenn sie beweisen, dass sie alle gebotene Sorgfalt gemäss Buchstabe b angewendet haben, um den Schaden zu verhüten, oder dass der Schaden auch bei Anwendung dieser Sorgfalt eingetreten wäre;
- d. Die gestützt auf die Grundsätze nach den Buchstaben a–c erlassenen Bestimmungen gelten unabhängig vom durch das internationale Privatrecht bezeichneten Recht.

### Internationale Beispiele für die Umsetzung der UNO-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte

- Frankreich: Umfassendes Gesetz über Sorgfaltsprüfungspflicht und Haftung französischer Konzerne
- EU: Sorgfaltsprüfungs-Gesetz für Konflikt-Rohstoffe / Nichtfinanzielle Berichtspflicht für grosse Konzerne / Timber-Regulation gegen illegalen Holzschlag
- Niederlande: Sorgfaltsprüfungs-Gesetz in Bezug auf Kinderarbeit (in Arbeit)
- Grossbritannien: Modern Slavery Act mit Berichtspflicht über die Sorgfaltsprüfung
- Kanada: Ombudsstelle überwacht MR-Verhalten von Konzernen im Ausland (2017)
- USA: California Transparency in Supply Chains Act (Reporting / Lieferkette); Dodd-Frank Act (Sorgfaltsprüfung bei Konflikt-Mineralien)
- Italien: Nationaler Aktionsplan mit Ankündigung eines Gesetzes über Sorgfaltsprüfung
- Deutschland: Wenn bis 2020 nicht mindestens 50 % der grossen Unternehmen menschenrechtliche Sorgfaltsprüfungen implementiert haben, werden Massnahmen bis hin zur gesetzlichen Verpflichtungen geprüft.

## Links . Liens

<https://konzern-initiative.ch/>

Die Website des Initiativkomitees enthält umfangreiche Informationen zur KOVI: eine Kurzerklärung mit den wichtigsten Erläuterungen zur Initiative bebildert mit informativen Grafiken, ein ausführliches Argumentarium, Hintergrundinfos mit aktuellen Fallbeispielen, Factsheets zum Herunterladen und natürlich eine Rubrik mit Neuigkeiten und ein Veranstaltungskalender. Reinschauen lohnt sich!

<https://www.kvi-gegenvorschlag.ch/>

Die Website eines Komitees, das den Gegenvorschlag unterstützt, erklärt die wichtigsten Punkte des Gegenvorschlags und stellt sie tabellarisch der Volksinitiative gegenüber. Sie enthält ausserdem zahlreiche Statements von VertreterInnen der Wirtschaft und eine Zusammenstellung wichtiger Medienberichte.

<https://initiative-multinationales.ch/>

Le site web du comité d'initiative contient des informations utiles sur KOVI: une brève explication résumant les points les importants de l'initiative avec à l'appui des graphiques ainsi qu'un argumentaire, des images et exemples de cas concrets avec des faits chiffrés. Le tout peut être téléchargé. Il y a aussi un agenda et une section avec les dernières nouvelles. Y jeter un coup d'oeil vous sera certainement utile!

<https://www.kvi-gegenvorschlag.ch/fran%C3%A7ais/>

Le site web du comité qui soutient le contre projet, présente les points les plus importants du contre projet et le compare à l'initiative. Il comporte aussi une multitude de citations des représentants et représentantes du secteur économique ainsi qu'une revue de presse des articles les plus importants.

## Inserat . Annonce

Recycling- und Abfallwirtschaft Recyclist/in Fachmann/-frau für Entsorgungsanlagen Projektleiter/in Altlasten Heizwerkführer/in Rohstoffaufbereiter/in Sammelstellenleiter/in Wasserversorgung und Abwasserentsorgung Rohrnetzmonteur/in Entwässerungstechnologe/-login Entwässerungspraktiker/in Klärwerkfachmann/-frau Brunnenmeister/in Projektleiter/in Kanalunterhalt Umweltschutz und Umweltingenieurwesen



**UMWELTPROFIS.CH**  
OöA Umwelt • Netzwerk der Umwelt- und Cleantechberufe

**Alle Umwelt-Jobs der Schweiz –  
für Frauen und Männer**

Umweltingenieur/in Feuerungskontrolleur/in Geologe/-login Klimatologe/-login Meteorologe/-login Projektleiter/in Sustainability Natur- und Landschaftsschutz Wildhüter/in Natur- & Umweltfachmann/-frau Projektleiter/in Biodiversität Fischereiaufseher/in Natur- & Erlebnispädagoge/-gogin Ranger/in Energieeffizienz und erneuerbare Energien Energie- & Umwelttechnikingenieur/in Projektleiter/in Solarmontage Techniker/in Energie & Umwelt Energieberater/in Gebäude Projektleiter/in Erneuerbare Energien Energie- & Effizienzberater/in

# GEWINNERINNEN UND VERLIERERINNEN BEIM ROHSTOFFHANDEL – WARUM ES KONZERNVERANTWORTUNG BRAUCHT!

In der Schweiz konsumieren wir Bodenschätze aus aller Welt: In unseren Handys, Fahrrädern und Kaffeekapseln stecken Gold, Kupfer oder Aluminium. Aber über die Auswirkungen des Rohstoffabbaus auf die lokale Bevölkerung wissen wir nur wenig. Doro Winkler



Verlassenes Dorf im Gebiet der Bissa-Mine, Burkina Faso

Die «relativen Gewinner und Verlierer bei den Rohstoffen» werden uns wöchentlich vorgestellt, denn so berichtet die NZZ über die Performance der Rohstoffbranche. Dadurch wissen wir punktgenau, wann der Goldpreis steigt und ob es sich heute lohnt, Aktien von Rohstofffirmen zu kaufen oder zu verkaufen. Mit «Gewinnern und Verlierern» sind also nicht die indigene Bevölkerung oder Bauern und Bäuerinnen in Burkina Faso, Südafrika oder Kolumbien gemeint, die durch den Rohstoffabbau von ihrem Land vertrieben werden, kein sauberes Wasser mehr finden und ihre Lebensgrundlagen verlieren. Wenn sie sich wehren, riskieren sie ihr Leben, doch darüber lesen wir im Wirtschaftsteil der NZZ kaum etwas. Eine Studie von «Fastenopfer» und «Brot für alle» über Menschenrechtsverletzungen rund um drei Goldminen in Burkina Faso macht deutlich, wie der Verlust von Land und Wasser den Menschen ihre Lebensgrundlage entzieht und wie Schweizer Firmen daran mitverdienen.

## Vertrieben durch Rohstofffirma

Burkina Faso, in der lokalen Sprache «das Land der Aufrechten», ist eines der ärmsten Länder der Welt. Doch dank den Goldvorkommen ist es für Investoren attraktiv geworden. Seit 2002 der Goldpreis anstieg, sind mehr und mehr internationale Konzerne vor Ort, um Gold abzubauen und auf den Weltmarkt zu bringen. «Fastenopfer»

ist durch Partnerorganisationen auf die Problematik aufmerksam gemacht worden. Ein grosses Gebiet, in dem mehr als 50 000 Menschen ihr Vieh tränken und weiden lassen, geriet in Gefahr, weil eine kanadische Firma eine Lizenz beantragte, um dort Gold abzubauen. Unsere Studie brachte zu Tage, dass wegen zwei Goldminen in den letzten Jahren bereits 14 000 Bauern und Bäuerinnen ihr Land verlassen mussten. Die Umsiedlungen hatten fatale Auswirkungen für die Menschen: Es stand ihnen weniger fruchtbares Land zur Verfügung, wodurch sie weniger Nahrungsmittel produzieren konnten. Auch herrschte grosser Wassermangel und die prekäre Situation verschärfte sich für Menschen und Tiere. Die Rechte auf Nahrung, Wasser und Arbeit, aber auch auf Selbstbestimmung und Beteiligung wurden verletzt. Zudem hatten die Menschen fortan keinen Zugang mehr zu den Goldvorkommen, die sie jeweils bei besonderen Ereignissen genutzt haben: Wenn ein Kind krank wurde, eine Hochzeit anstand oder eine grössere Anschaffung nötig war, schürften die Bäuerinnen und Bauern soviel Gold, wie sie für diese Situation brauchten.

## Umweltbelastungen

Der Goldabbau verursacht auch grosse Umweltbelastungen. Industrielle Minen verwenden Zyanidlaugen, um das abgetragene und gemahlene Gestein zu tränken und das Gold so zu extrahieren. Als



Feldarbeit im Gebiet der Bissa-Mine, Burkina Faso, im Hintergrund die Abraumhalden

Abfallprodukte bleiben Zyanid, Arsen, Schwefelsäure, aber auch Quecksilber, Blei, Uran etc. zurück. Eine der untersuchten Minen hatte den Goldabbau eingestellt, da er sich nicht mehr lohnte. Zurück blieben grosse Haufen mit zyanidgetränkter Erde. Mittels einer Membran sollte verhindert werden, dass giftige Stoffe ausgewaschen werden und in die Umgebung gelangen. Doch bei Regen und Überschwemmungen funktioniert dieses System nicht. Für die Dekontaminierung des giftigen Landes gab es keine seriösen Pläne, die Firma übernahm keine Verantwortung dafür.

### Schweizer Profiteure

Das Gold, das in den drei untersuchten Minen gefördert wurde, wurde durch die Schweizer Raffinerie Metalor verarbeitet. Sie ist dadurch mitverantwortlich für die negativen Auswirkungen. Doch Metalor wies die Ergebnisse der Studie zurück mit dem Hinweis, dass sie die schwierigen Lebensbedingungen der umgesiedelten Menschen zwar verstehe, aber dass die positiven Auswirkungen durch die Minentätigkeiten für die Menschen in Burkina Faso höher

#### **Des gagnants et des perdants dans le commerce des matières premières – Les multinationales doivent se montrer responsables !**

Une étude d'«Action de carême» et de «Pain pour le prochain» concernant les violations des droits de l'homme autour de trois mines d'or au Burkina Faso met en évidence la manière dont la perte de terre et d'eau ôte les bases de vie aux hommes ainsi que le profit qu'en retirent certaines entreprises suisses. L'étude montre que nombre d'agriculteurs et d'agricultrices ont dû quitter leurs terres, ce qui a des effets fatals pour les hommes et l'environnement. C'est la raffinerie suisse Metalor qui a traité l'or issu des mines. Elle est donc coresponsable des conséquences négatives survenues. L'entreprise ne se sent cependant pas coupable. C'est là qu'intervient l'initiative des multinationales responsables. Elle demande que les entreprises suisses analysent en profondeur les effets de leurs activités et qu'elles soient rendues responsables pour les violations des droits de l'homme et les dommages causés à l'environnement.

gewichtet werden sollten. Die Bevölkerung wäre wohl schlimmer dran, wenn es keine industriell betriebenen Minen gäbe. An dieser Reaktion von Metalor ist kein Problembewusstsein zu erkennen. Vielmehr ist Metalor überzeugt, dass sie genügend Sorgfalt walten lässt. Doch unsere - und etliche andere - Studien zeigen auf, dass die auf Freiwilligkeit basierende «corporate social responsibility» nicht ausreicht, um Menschenrechte und Umwelt ausreichend zu schützen.

### Konzernverantwortung

Hier will die Konzernverantwortungsinitiative KOVI ansetzen. Sie verlangt, dass Schweizer Unternehmen sorgfältig prüfen, welche Auswirkungen ihre Tätigkeiten auf Menschenrechte und Umwelt haben. Auch wenn Metalor nicht selber Gold abbaut, hat der Konzern als einziger Abnehmer des Goldes aus den drei besprochenen Minen eine Schlüsselrolle. Die Firma müsste, gemäss KOVI, eine Sorgfaltsprüfung vornehmen. Dadurch würde sie die genannten Menschenrechtsverletzungen erkennen und müsste die goldabbauenden Firmen dabei unterstützen, den Schaden wieder gut zu machen. Metalor könnte gemäss der Initiative für diese Schäden gar haftbar gemacht werden, da sie als einzige Abnehmerin des Goldes diese Minen faktisch kontrolliert. Denn die KOVI will, dass Opfer von Menschenrechtsverletzungen durch Schweizer Firmen ihre Rechte in der Schweiz einklagen können. Es braucht eine gesetzliche Grundlage, damit Unternehmen in Zukunft verpflichtet sind, sorgfältig abzuklären, ob sie Menschenrechte oder Umweltstandards verletzen. Sie müssen angehalten werden, Massnahmen zu ergreifen und transparent darüber zu berichten. Damit in Zukunft auch die Bevölkerung in den rohstoffreichen Ländern zu den GewinnerInnen zählt.

Doro Winkler ist Ethnologin und Soziologin; sie arbeitet seit vielen Jahren zu Frauenrechten. Bei «Fastenopfer» ist sie verantwortlich für das internationale Programm Rohstoffe und Menschenrechte und fokussiert auf den Rohstoffabbau und die Auswirkungen auf die Lebensgrundlagen insbesondere von Frauen.

Studie zu finden unter:

<https://fastenopfer.ch/content/uploads/2017/08/Profit-wichtiger-als-Menschenrechte.-Goldabbau-in-Burkina-Faso.-Fastenopfer.pdf>



Umgesiedelte Familie vor ihrem verlassenen Haus, Bissa, Burkina Faso



# NACHDENKEN ÜBER FRAUENROLLEN UND KONZERNVERANTWORTUNG

Sind Frauen besonders oder anders von Umweltzerstörung und Menschenrechtsverletzungen betroffen als Männer? Ist die Konzernverantwortungsinitiative also auch eine Frage grenzüberschreitender Frauensolidarität? Stella Jegher



Entlang der Strasse reisst der Strom von Frauen, Kindern und jungen Menschen nicht ab, welche mit ihren Containern auf der Suche nach Wasser sind. Jeder Container wiegt zwischen 5 und 10 Kilo.

Nehmen wir das Beispiel des Schweizer Rohstoffkonzerns Glencore in der Demokratischen Republik Kongo (DRK). Von ihm kontrollierte Unternehmen gehören zu jenen Firmen, die in der DRK seit Jahren Flussläufe mit Kupfer und Kobalt verschmutzen und auch vor Naturschutzgebieten nicht Halt machen. Die verheerenden Folgen für die dort lebenden Menschen sind bekannt: Sie können das Wasser ihrer Flüsse nicht mehr nutzen, verlieren ihre Fischgründe, sehen ihre Weideflächen und Äcker verseucht und müssen wegen gesperrter Strassen weite Umwege in Kauf nehmen, um in die nächstgrössere Ortschaft auf den Markt zu gehen.<sup>1</sup>

## Umweltzerstörung und Geschlechterrollen

Unter diesen Folgen leidet die ganze dort ansässige Gemeinschaft. Was aber bedeuten sie für Frauen und Mädchen? Präzise Antworten auf diese Frage gibt es nicht. Geschlechtsspezifische Aspekte von Umweltzerstörungen und Menschenrechtsverletzungen durch Unternehmenstätigkeiten werden wenig untersucht. Doch für Antworten genügt es, uns die gesellschaftliche Rollenteilung vor Augen

zu führen. Sind es nicht meist Frauen, die in der Familie für das Wasserholen, für die Zubereitung des Essens, für die Hygiene und die Gesundheit der Kinder zuständig sind? Sie sind es demnach auch, die schauen müssen, wie sie zu sauberem Wasser und zu gesunden Lebensmitteln kommen. Sind es nicht meist Frauen, die für den Verkauf der von den Familien hergestellten Produkte auf den Markt gehen - und nun kilometerlange Umwege laufen müssen? Weite Wege haben Konsequenzen für die familiäre Organisation, können ein Sicherheitsproblem sein, zehren an den Kraftreserven etc. Und wenn Männer gezwungen werden wegzugehen, weil die angestammten Fischgründe und Ackerflächen kein Auskommen mehr ermöglichen, sind es erneut die Frauen, die alleine die Verantwortung für die Familie übernehmen müssen.

Sehr oft sind es aber auch Frauen, die den Mut haben, sich an vorderster Front gegen Unrecht und gegen die Zerstörung von Natur und Umwelt aufzulehnen: Es sind Mütter, die gegen den Tod ihrer Söhne oder Männer in den Minen protestieren - wie z. B. Kashana Ngombe, die im Januar 2013 drei Wochen lang täglich vor dem Büro des Bürgermeisters sass, um eine juristische Aufklärung der Umstände zu fordern, unter denen ihr Sohn in der Mine von

<sup>1</sup> Brot für alle, <https://brotfueralle.ch/thema/wirtschaft-und-menschenrechte/glencore/>



Tilwezembe getötet worden war; oder Frauen, die ihr Recht auf Wasser einfordern, wie z. B. die Frauen in Musonoi, die drei Tage lang die Strasse verbarrikierten, nachdem im November 2011 die letzte Wasserpumpe geschlossen worden war. Sie nehmen dabei viel in Kauf: vom Hohn und der Missachtung der Behörden bis zum Risiko sexistischer Übergriffe etwa durch Sicherheitskräfte.

### Sorgfaltsprüfung durch die Gender-Brille

Kern der Konzernverantwortungsinitiative ist die Pflicht der Firmen, bei ihren Geschäftstätigkeiten im Ausland eine Sorgfaltsprüfung durchzuführen, um Verstösse gegen Menschenrechte und Umweltstandards zu verhindern. Im Zusammenhang mit einem ähnlichen Vorhaben, das auf UNO-Ebene ein verbindliches Instrument zur Regulierung von transnationalen Unternehmen schaffen will<sup>2</sup>, forderte 2017 eine breite Koalition von Menschenrechts-, Frauen- und Umweltorganisationen, darunter «Friends of the Earth», dass dabei von vornherein eine Gender-Perspektive eingenommen werden muss<sup>3</sup>:

- Verpflichtung transnationaler Unternehmen zur umfassenden und regelmässigen Analyse auch geschlechtsspezifischer Auswirkungen ihrer Tätigkeiten
- Gleichberechtigter Einbezug insbesondere von Frauen der betroffenen Gemeinschaften
- Sicherstellung gleicher Chancen für Frauen, im Zusammenhang mit Firmentätigkeiten ihre Rechte wahrzunehmen, ohne dabei geschlechtsspezifische Diskriminierungen oder Gewalt fürchten zu müssen.

2 Die im Juni 2014 im Uno-Menschenrechtsrat (Resolution 26/09) eingerichtete intergouvernementale Arbeitsgruppe soll ein verbindliches Abkommen für transnationale Unternehmen und Menschenrechte erarbeiten («legally binding instrument on transnational corporations and other business enterprises»)

3 Integrating a gender perspective into the legally binding instrument on transnational corporations and other business enterprises, <https://wilpf.org/wp-content/uploads/2017/10/Jt-statement-gender-into-the-treaty-October-2017.pdf>



Unfruchtbare Böden am Ufer des Flusses Luilu, Kongo, im Oktober 2013. Zur Verschmutzung hat auch Glencore beigetragen.

### ... und die Rolle von Frauen auf den Chefetagen?

Ob international tätige Konzerne – mit oder ohne neuen Verfassungsartikel – dazu bereit sind, ihre Verantwortung auch für die Rechte der Frauen wahrzunehmen, könnte nicht zuletzt von Frauen innerhalb dieser Konzerne abhängen. Wären sie vielleicht eher bereit als Männer, sich Gedanken zu machen über die Folgen der Geschäfte ihrer Firmen im Ausland – wenn sie denn an der Macht wären? Wenn sie nicht nur in Nachhaltigkeitsabteilungen, sondern auch auf Konzernleitungsebene mehr zu sagen hätten? Wir können nur darüber spekulieren. Aber die Frage verknüpft unser Engagement für mehr Frauenpräsenz in den Chef(innen-)Etagen mit dem Kampf von Frauen gegen die Zerstörung ihrer Umwelt, ihrer Lebensperspektiven, ihrer Zukunft.

### Eine Frage der Frauensolidarität

Die KOVI wird an der geschlechtsspezifischen Rollenteilung weder hierzulande noch in den Ländern, in denen Schweizer Konzerne aktiv sind, Grundlegendes ändern. Dies ist auch nicht an uns, sondern Sache der Frauen vor Ort, wenn sie diese als diskriminierend empfinden. Sehr wohl an uns ist es jedoch, die oftmals verheerenden Folgen der Ausbeutung von natürlichen Ressourcen auch und gerade auf die Lebenswelten von Frauen zum Thema zu machen. An uns ist es auch, dafür zu sorgen, dass Firmen mit Sitz in der Schweiz in die Pflicht genommen werden, wenn sie Umweltzerstörung und Menschenrechtsverletzungen – einschliesslich sexueller und sexistischer Übergriffe – im Zusammenhang mit ihren Tätigkeiten nicht verhindern. In dieser Hinsicht ist unser Einsatz für die KOVI nicht mehr und nicht weniger als eine Frage der Frauensolidarität.

Stella Jegher ist Leiterin der Abteilung Politik und Internationales bei Pro Natura / Friends of the Earth Switzerland und setzt sich auch als Mitglied der Frauengruppe von Amnesty International mit der Konzernverantwortungsinitiative auseinander.

### Réfléchir aux rôles des femmes et à la responsabilité des multinationales

Ce qui touche la destruction de l'environnement et les violations des droits de l'homme est-il spécifique à l'un ou l'autre sexe ? Par exemple, l'extraction des matières premières au Congo, qui est contrôlée par l'entreprise Glencore, pollue les eaux et le sol, détruit les stocks de poissons et occasionne de longs détours. Toutes ces conséquences affectent particulièrement les femmes. En raison de la répartition traditionnelle des tâches, ce sont elles en effet qui vont chercher l'eau, font à manger et s'approvisionnent sur les marchés. Souvent les femmes s'opposent à l'injustice et à la destruction de l'environnement et prennent beaucoup de risques. Un projet tel que l'initiative des multinationales responsables doit inclure en amont la perspective du genre au niveau de l'ONU. Notre devoir est de thématiser les conséquences du pillage des ressources naturelles également sur les univers de vie des femmes – c'est une question de solidarité féminine.

# DES MULTINATIONALES SUISSES AU CŒUR DE SCANDALES SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX

Santé des travailleurs menacée par un herbicide toxique, déforestation massive due à la culture d'huile de palme : des multinationales suisses sont impliquées dans de telles violations à l'étranger. Une initiative veut mettre un terme à ces pratiques. Sara Gnoni



L'initiative permettra de défendre les ouvrières et ouvriers agricoles dont la santé a été atteinte par le paraquat.

Cette année encore, on apprenait que le géant minier suisse Glencore avait délogé par la force des paysannes de leurs terres pour pouvoir agrandir sa mine au Pérou. En février dernier, un rapport de Human Rights Watch déplorait le manque de transparence sur la provenance de l'or utilisé par les grandes marques bijoutières, alors que les violations de droits humains dans l'extraction de l'or sont monnaie courante. Jusqu'à quand les multinationales pourront-elles continuer à fermer les yeux et violer les droits humains en toute impunité ?

Face à cette situation, la société civile a décidé d'agir à travers une initiative populaire. Lancée par une coalition d'organisations des domaines de l'entraide, des droits humains, de la protection de l'environnement ou encore d'églises et de syndicats, l'initiative pour des multinationales responsables demande à ce que les multinationales basées en Suisse soient contraintes de respecter les droits humains et l'environnement dans toutes leurs activités à l'étranger.

Plus concrètement, l'initiative rend contraignante la mise en œuvre d'un devoir de diligence, et prévoit également un mécanisme de sanction en cas de violation. En d'autres termes, chaque entreprise devra analyser les risques liés à ses activités en termes de droits humains et d'environnement, prendre des mesures pour remédier à ces risques ou abus, et rendre compte de manière transparente de l'effectivité de ces étapes. Si elle ne le fait pas et qu'un

abus est commis, une victime pourra, avec l'initiative, demander réparation devant un tribunal en Suisse. L'initiative permettrait donc une meilleure protection et une amélioration du sort des victimes, tout en empêchant au maximum que de tels scandales se répètent.

## Un herbicide mortel

Parmi ces scandales, un cas tristement célèbre est celui causé par l'entreprise suisse Syngenta. Basé à Bâle, ce géant de la chimie commercialise dans plusieurs pays le paraquat, un herbicide toxique pourtant interdit en Suisse depuis 1989. Les personnes qui l'emploient manquent souvent de vêtements de protection ou utilisent des pulvérisateurs défectueux, augmentant ainsi le risque d'atteinte à leur santé. Il est utilisé notamment dans les plantations de café, bananes, coton ou dans les rizières. Les ouvrières et ouvriers agricoles qui utilisent cet herbicide font face à de graves problèmes de santé : altération des fonctions pulmonaires, lésions cutanées, maladies neuro-dégénératives. Un pesticide aussi toxique que le paraquat affecte également fortement l'environnement, en particulier les eaux de surface.

Jusqu'à présent, les victimes d'empoisonnement au paraquat n'avaient pas la possibilité de se retourner contre Syngenta en Suisse pour le manque de diligence de la multinationale. Avec l'initiative, Syngenta sera contrainte d'analyser de manière approfondie les risques liés à l'utilisation de l'herbicide. L'entreprise devra donc



La culture de l'huile de palme engendre des déforestations massives, comme ici en Papouasie.

cesser sa commercialisation et réfléchir au développement d'un produit moins nocif.

### La palme de la honte

Dans un autre registre, la production d'huile de palme fait partie des exemples les plus flagrants de destruction de l'environnement par des multinationales suisses. Produit éminemment controversé, l'huile de palme pose d'énormes problèmes environnementaux : déforestation, pollution des sols et des eaux, atteintes à la biodiversité, confiscation de terres. La liste est longue.

Nous apprenons au début de l'été la destruction en Papouasie d'une zone de forêt vierge de la taille de Paris. Aux côtés des géants de l'agroalimentaire, Nestlé fait partie des responsables de cet écocide malgré ses promesses de ne plus acheter de l'huile de palme issu de la déforestation. Une fois adoptée, l'initiative forcerait la multinationale veveysanne à analyser en détail la provenance de ses matières premières, afin qu'elle cesse de contribuer massivement à la déforestation à travers ses intermédiaires en se dédouanant de ses responsabilités.

### Une indignation sélective ?

Ces deux exemples montrent bien à quel point la préservation des ressources est gravement menacée par les activités sans scrupules de certaines multinationales. Imaginez un instant si de telles pratiques avaient lieu en Suisse : une entreprise qui déboise la totalité des forêts jurassiennes pendant qu'une autre vend un produit extrêmement toxique aux agriculteurs vaudois. L'indignation serait vive parmi les citoyens suisses. Alors pourquoi ces multinationales basées en Suisse se permettent-elles de telles actions à l'étranger ?

En plus de porter atteinte à la réputation de la place économique suisse et aux autres entreprises soucieuses de leur impact, les activités de ces multinationales sans scrupules sont la preuve de l'inefficacité des discours de durabilité et de bonne conduite volontaire. Il est maintenant temps de mettre un terme à ces pra-

#### **Schweizer Konzerne sind in Menschenrechts- und Umweltskandale verwickelt.**

Regelmässig erreichen uns Nachrichten von Menschenrechtsverletzungen und Umweltzerstörung durch Schweizer Konzerne. Der Fall von Paraquat, eines höchst toxischen, von Syngenta vertriebenen Herbizids, liefert ein besonders anschauliches Beispiel. Das Produkt fügt den Arbeiterinnen und Arbeitern, die es ausbringen, schwere Gesundheitsschäden zu. Auch die vor Kurzem erfolgte Mitwirkung von Nestlé, dem Waadtländer Riesen aus der Lebensmittelbranche, bei der Abholzung einer Urwaldfläche von der Ausdehnung von Paris in West-Papua zeigt, dass wir dringend in der Schweiz aktiv werden müssen. Die Konzernverantwortungsinitiative will diesen skandalösen Geschäftspraktiken einen Riegel schieben. Die Mobilisierung der Bürgerinnen und Bürger hat bereits begonnen: mehr als 12 000 Personen haben mit dem Aufhängen einer Fahne an ihrem Fenster gezeigt, dass sie von den Konzernen erwarten, dass diese ihrer Verantwortung nachkommen.

tiques déloyales et d'établir les mêmes règles pour tout le monde. Si l'année passée, le Conseil fédéral avait suggéré au parlement de rejeter l'initiative, arguant que les mesures volontaires étaient suffisantes, un vent de changement a commencé à souffler depuis le printemps dernier.

Plus de 12 000 personnes ont affiché un drapeau à leur fenêtre en faveur d'une meilleure responsabilité des multinationales, et le parlement semble s'être rendu compte de l'urgente nécessité d'agir : en effet, le Conseil national a accepté un contre-projet indirect à l'initiative en juin dernier, qui doit être débattu par le Conseil des États cet automne. Il s'agit là d'une première étape, et le chemin sera encore long avant que les victimes du paraquat et de l'huile de palme puissent faire valoir leurs droits. Mais nous sommes sur la bonne voie !

Sara Gnoni est présidente de Toxic Free Suisse, association qui a pour but la sensibilisation de la population et du corps médical sur les effets des pesticides et perturbateurs endocriniens. Elle est experte-comptable diplômée et conseillère en environnement.



Sara Gnoni



**Therese Plüss**

**Alter:** 46 Jahre

**Wohnort:** Bern

**Ausbildung:** Kaufm. Angestellte,  
promovierte Biologin,  
CAS Unternehmenskommunikation

**Tätigkeit:** Stellvertretende Sektionsleiterin  
Waldschutz und Waldgesundheit,  
Bundesamt für Umwelt Bafu

**Kontakt:** therese.pluess@bafu.admin.ch



Mein beruflicher Werdegang führte mich in viele unterschiedliche Lebenswelten. Ich begann meine Erkundung der Umwelt in unserem Bauerngarten, sezierte eifrig Bienen und zog fleissig Blumen. Später zog es mich in die weite Welt. Ich lebte in der Westschweiz, verbrachte abenteuerliche Monate in Moskau und arbeitete fast ein Jahr in Dublin. So befriedigte ich meine Neugier auf andere Kulturen, Menschen und Landschaften. Mein Wissensdurst war aber längst noch nicht gestillt; zurück in der Schweiz, holte ich die Matura nach. Es machte mir nichts aus, neben der Arbeit die Schulbank zu drücken. Sicher, es war intensiv, aber ich genoss die Stunden hinter den Büchern: es gab so viele spannende Dinge zu lernen! Zum Ausgleich werkelte ich mit Hingabe im Garten und bewegte mich in der freien Natur. Wo kann man besser auftanken als an der frischen Luft? Am Gymnasium entdeckte ich schliesslich die Naturwissenschaften und entschied mich fürs Biologiestudium. Für meine Diplomarbeit

lebte ich sechs spannende und intensive Monate in der Wüste Negev. Wir studierten Spinnenpopulationen in Weizenfeldern und stellten uns die Frage, wie man diese faszinierenden Räuber in Agrarökosystemen fördern könnte. Als Bauerntochter sprechen mich solche Fragen bis heute an. In meiner Doktorarbeit beschäftigte ich mich auch mit Pflanzenschädlingen. Ich untersuchte im Rahmen eines EU-Projektes die Machbarkeit von Tilgungskampagnen gegen invasive gebietsfremde Arten. Befasste ich mich während der Doktorarbeit theoretisch mit Pflanzengesundheit, so kann ich diese Theorie seit nunmehr sieben Jahren in die Praxis umsetzen.

Aufgabe unseres tollen Teams ist es, den Wald vor eingeschleppten Schädlingen zu schützen. Dies ist eine interdisziplinäre Arbeit; ich arbeite eng mit Juristinnen, Forstingenieuren, Agronominnen und Kommunikationsfachleuten zusammen. Wir wissen nämlich, dass der Mensch ein wichtiger Faktor bei der Einschleppung von Schädlingen ist. Ich sage immer, der moderne Waldschutz beginnt ausserhalb des Waldes, im Siedlungsraum. Denn eingeschleppte Organismen tauchen zuerst in Gärten, Parkanlagen oder auf Baustellen auf. Wenn die Leute dort aufmerksam sind, entdeckt man Schädlinge früher und kann sie bekämpfen, lang bevor sie in den Wald gelangen. Es macht mir grosse Freude, Menschen über solche Zusammenhänge zu informieren. Mein Flair für konzeptionelles Arbeiten und meine Stärke, komplizierte Sachverhalte einfach darzulegen, kommen mir dabei sehr zugute. Um auch strategisch wirkungsvoller kommunizieren zu können, habe ich letztes Jahr ein Nachdiplomstudium in Unternehmenskommunikation gemacht. Es ist mein Wunsch, das neu erworbene Wissen künftig verstärkt einbringen zu können.

J'ai toujours été fascinée par les sciences et les innovations dans le sens où elles sont des moyens pour améliorer le quotidien et le monde dans lequel nous vivons. Ma fibre environnementale a évolué depuis les randonnées de mon enfance jusqu'à une réelle prise de conscience à la fin de mes études en géosciences en 2006.

Ma première expérience professionnelle dans un bureau d'étude de géotechniques m'a conforté dans mon choix d'agir professionnellement pour la protection de l'environnement. J'ai depuis saisi les opportunités, ce qui m'a permis d'avoir un parcours varié. J'ai notamment contrôlé la qualité de projets pour la régulation environnementale (plan d'urbanisme, zones d'aménagement et de logements, carrières, gravières, sites industriels, lignes à hautes tensions, ouvrages en milieux aquatique). J'ai participé au développement durable de projets urbains pour des bailleurs sociaux, notamment sur des reconversions de friches industrielles avec la participation des habitants du voisinage. J'ai aussi une expérience internationale, où j'ai conseillé des industriels vis-à-vis de leurs obligations réglementaires sur leur site industriel et ceux de leur clients (entrepôts contenant des combustibles, gestion des déchets dangereux, poussières en carrières). J'ai aimé ces différentes expériences car elles m'ont permis d'avoir une vision transverse et de travailler avec différents acteurs. Elles ont également nourri ma curiosité intellectuelle et permis de transmettre des bonnes pratiques.

Récemment arrivée à Genève, j'effectue ponctuellement des missions



**Domitille Baron**

**Age :** 36 ans

**Lieu de résidence :** Genève

**Formations :** Master en géosciences, Université Pierre et Marie Curie (Paris)

**Poste actuel :** Consultante indépendante en environnement et développement durable ; en recherche d'emploi

**Contact :** domitille.baron@gmail.com

de conseils en tant que consultante indépendante, mais je suis à la recherche d'opportunités professionnelles transversales relatives à l'environnement et au développement durable afin de participer à des projets innovants.

Je mène par ailleurs un projet personnel ; il s'agit de végétaliser la ville : les toits mais aussi l'espace public pour améliorer les températures urbaines en été, relier les corridors écologiques et pourquoi pas, manger local. Pour l'instant, je le pratique à mon échelle en plantant dans des pots de yaourts les graines des fruits et légumes que je viens de manger, ou de graines ramassées lors de promenades, et je les redistribue en cadeau ! Je m'investis également dans un nouveau jardin potager urbain ouvert aux habitants de mon quartier, motivée pour y apprendre les techniques de la permaculture mais aussi pour partager et transmettre dans la bonne humeur.



# EINSATZ FÜR DIE KONZERNVERANTWORTUNGSINITIATIVE

Hinter der Konzernverantwortungsinitiative steht ein breites Bündnis verschiedener Organisationen, die sich für Umweltschutz und Menschenrechte einsetzen. In der Kampagnenarbeit unterstützt werden sie von einer Vielzahl von Freiwilligen.

Tabea Kipfer, Redaktion forum ffu-pee



©konzern-initiative.ch

Engagement beginnt vor der Haustür – bzw. am Balkongeländer: Anlässlich der parlamentarischen Debatte während der Sommersession hängten 12 000 Haushalte eine orange Fahne auf und setzten damit ein starkes Zeichen für die Initiative.

Die Konzernverantwortungsinitiative wurde von einer Koalition aus Nichtregierungsorganisationen (NGOs) und Hilfswerken, die im Bereich Umwelt und Menschenrechte tätig sind, ins Leben gerufen. Für das gemeinsame Ziel, Schweizer Konzerne in die Pflicht zu nehmen, haben sich Persönlichkeiten und Organisationen aus unterschiedlichen Ecken der Schweizer Polit-Landschaft zusammengefunden. Unter den Personen, die sich öffentlich für die KOVI stark machen, finden sich PolitikerInnen aus fast allen Parteien, VertreterInnen von Entwicklungsorganisationen, ExpertInnen aus der Wissenschaft, Bischöfe und nicht zuletzt zahlreiche UnternehmerInnen, die überzeugt sind, dass die Initiative dem Unternehmen in der Schweiz nicht schadet, sondern für gleich lange Spiesse für alle Schweizer Unternehmen sorgt.

Die KOVI hat keine (Finanz-)starke Lobby von Parteien oder Verbänden im Rücken und verfügt nur über ein bescheidenes Kampagnensekretariat. Die Kampagnenarbeit wird vor allem auch von vielen Privatpersonen getragen. So war es möglich, innerhalb weniger Wochen über 12 000 orange KOVI-Fahnen zu verschicken, um am Tag der nationalrätlichen Debatte zur Aktienrechtsrevision

(indirekter Gegenvorschlag) landesweit ein starkes Zeichen zu setzen.

Seit dem Einreichen der Initiative hat sich zudem ein Netzwerk von Freiwilligengruppen formiert, die in den verschiedenen Regionen der Schweiz Informationsarbeit leisten. Rückgrat bilden die Regionalgruppen von Greenpeace, Amnesty International Schweiz, Helvetas und Public Eye sowie lokale Gruppen wie der Verein «Knonaueramt solidarisch». Auch viele Kirchgemeinden sind aktiv geworden. Die Aktionsformen sind vielfältig: Diskussionsrunden, Podiumsgespräche und Filmvorführungen organisieren, KOVI-Fahnen verteilen, Leserbriefe schreiben, Informationen über Social Media verbreiten usw. In Zürich wurde sogar eine KOVI-Sing-Gruppe gegründet! Und eine Theatergruppe mit SchauspielerInnen aus der Schweiz und Burkina Faso tourt auf Einladung von lokalen GastgeberInnen mit ihrem Stück «Le Prix de l'Or» durch die Schweiz.

In der ganzen Schweiz engagiert sich eine Vielzahl von Menschen für die KOVI. Sie alle verbindet das Bewusstsein, dass das Schicksal von Menschen in den Ländern des globalen Südens auch mit den Geschäftspraktiken hiesiger Konzerne zu tun hat, und die Überzeugung, dass es dringend notwendig ist, unsere demokratischen Rechte zu nutzen, um die Welt zu verändern – und dabei vor der eigenen Haustüre damit zu beginnen.

Tabea Kipfer ist Biologin und Umweltwissenschaftlerin. Sie arbeitet ehrenamtlich in einer Regionalgruppe von Public Eye mit.

## Engagement pour l'initiative des multinationales responsables

L'initiative populaire pour des multinationales responsables est soutenue par une large coalition d'organisations non-gouvernementales et caritatives, qui sont actives dans le domaine de l'environnement et des droits de l'homme. L'intense campagne menée a bénéficié et va encore bénéficier de l'engagement de nombreux bénévoles. 12 000 drapeaux de couleur orange ont notamment été suspendus avant la session d'été, dans le but de donner un signal fort au projet.

# DIE FACHFRAUEN UMWELT UNTERSTÜTZEN DIE KONZERNVERANTWORTUNGSINITIATIVE

Heidi Mück, Geschäftsleiterin ffu-pee

Die FachFrauen Umwelt ffu-pee sind eine Organisation, die sich gemäss ihren Statuten für die berufliche Förderung der Frauen im Umweltbereich sowie für den Schutz der Umwelt und die praktische Umsetzung ökologischen Gedankenguts einsetzt. Vor diesem Hintergrund hat sich der Vorstand der ffu-pee mit der Konzernverantwortungsinitiative (KOVI) befasst und sich dafür ausgesprochen, unterstützende Organisation dieser Volksinitiative zu werden. Das Anliegen, dass Schweizer Firmen sich global für den Schutz einer intakten Umwelt, die Einhaltung der Menschenrechte und damit für eine zukunftsfähige Welt einsetzen und Verantwortung für ihre Aktivitäten im Ausland übernehmen sollen, entspricht voll und ganz den Grundwerten der ffu-pee.

Insbesondere sprechen folgende Argumente dafür, dass wir uns als ffu-pee für die KOVI stark machen:

- Frauen und Mädchen sind von Umwelterstörung und Menschenrechtsverletzungen in besonderem Ausmass betroffen.

## Inserate . Annonces

ALTERNATIVE BANK SCHWEIZ  
Anders als Andere.

ABS-Aktien ermöglichen.

ABS-Aktien ermöglichen mehr erneuerbare Energien. Machen Sie mit. Mehr dazu auf: [www.abs.ch/aktien](http://www.abs.ch/aktien) [www.abs.ch](http://www.abs.ch)

Dies wird offensichtlich, wenn wir an die gesellschaftliche Rollenverteilung in vielen Ländern des globalen Südens denken. Meist sind die Frauen für die Ernährung und die Gesundheit ihrer Familie und damit für den Zugang zu sauberem Wasser und gesunden Lebensmitteln zuständig. Verschlechterungen der Umweltbedingungen haben konkrete Auswirkungen auf die Lebensrealitäten der Frauen.

- Frauen in Ländern des globalen Südens sind besonders betroffen von Verstössen gegen geltendes Arbeitsrecht, wie Beispiele aus der Textilindustrie zeigen. Mit der Unterstützung der Initiative setzen sich die ffu-pee für Verbesserungen der Arbeitsbedingungen von Frauen ein.
- Nicht zuletzt könnte auch die Bereitschaft von multinationalen Konzernen, ihre Verantwortung für die Umwelt, die Menschenrechte und insbesondere die Rechte der Frauen wahrzunehmen, durch einen höheren Frauenanteil in den Chefetagen der Konzerne positiv beeinflusst werden. Somit verknüpfen sich die Anliegen der KOVI mit dem Engagement der ffu-pee für eine ausgeglichene Verteilung der Geschlechter in allen Berufsfeldern und auf allen Hierarchiestufen.

Die Mitglieder der ffu-pee wurden zu einer Urabstimmung eingeladen, um ihre Meinung betreffend die Unterstützung der KOVI durch die ffu-pee zu erfahren. Von rund 1 150 befragten Mitgliedern haben 244 FachFrauen ihre Stimme abgegeben: 241 stimmten für die Unterstützung der KOVI und nur 3 stimmten dagegen, was einer Zustimmungsquote von fast 99 % der abgegebenen Stimmen entspricht.

Das Logo der ffu-pee wird nun auf der Liste der Unterstützenden Organisationen erscheinen und die Mitglieder werden während des Abstimmungskampfes mit aktuellen Informationen versorgt und zum Engagement für die Initiative animiert.

### Les ffu-pee soutiennent l'initiative pour des multinationales responsables

Pour répondre aux souhaits de plusieurs membres, le Comité des ffu-pee s'est intéressé de près à l'initiative populaire pour des multinationales responsables. Comme ses demandes et préoccupations correspondent tout à fait aux valeurs de base des ffu-pee, il a décidé de la soutenir.

Les membres ont été consultées sur le sujet et 244 des 1150 membres se sont prononcées. 241 ont voté en faveur du soutien et 3 contre – une approbation de presque 99 % ! Les ffu-pee apparaîtront donc dans la liste des organisations qui appuient l'initiative et les membres sont invitées à s'engager pour cette dernière.

# GENERALVERSAMMLUNG DER FFU-PEE 2018 IN BASEL

Rund 40 Frauen folgten am 9. Juni der Einladung zur Mitgliederversammlung nach Basel. Nach dem statutarischen Teil, einer spannenden Kurzeinführung in «Gender-Check» und einem köstlichen Essen in der alten Markthalle erlebten wir eine Überraschung. Nicole Seglias, Redaktion forum ffu-pee



Gruppenbild der Generalversammlung ffu-pee 2018

Wir trafen uns in Basels alter Markthalle, wo uns Nadine Guthapfel souverän durch die traktandierten Punkte führte. Heidi Mück berichtete von den belastenden Wechsellagen in der Administration der Geschäftsstelle, die aber gut überstanden wurden, auch dank der grossen Unterstützung durch Nadine Guthapfel und Daniela Crescenzi. Über uns Mitglieder ist Heidi sehr glücklich, da wir unsere Bedürfnisse in die ffu-pee einbringen, was hilfreich ist für die Weiterentwicklung. So wird sich die ffu-pee künftig vermehrt politisch äussern und ihre Kompetenzen in den Bereichen «Gender und Umwelt» und «Frauen auf Stellensuche» erweitern.

Caroline Sonnay blickt auf ein erfolgreiches Jahr 2017 zurück. Im März wurde sie Koordinatorin in der Romandie und hat schon verschiedene gut besuchte Anlässe organisiert. Ihre Vorgängerin Patricia Recordon wurde für ihre ausgezeichnete 6-jährige Arbeit für die ffu-pee verdankt.

Finanziell steht die ffu-pee gut da und ist bereit für das Jubiläumsjahr. Dieses soll neben unserem Fachwissen und Einsatz auch unsere lebenslustige Seite zeigen.

Im Vorstand gibt es einige Neuerungen: Nadine Guthapfel verlässt nach 7 Jahren den Vorstand. Als neue Vorstandsmitglieder stellen sich Sybille Roos und Myrta Montani zur Verfügung.

## Gender Check

Nach einer Kaffeerunde führte uns Tonja Zürcher in einem Kurzreferat eindrücklich vor Augen, was «Gender-Check» bedeutet. Im Fallbeispiel stellten wir die Vor- und Nachteile zweier Massnahmen zur Klimazielerrreichung einander gegenüber: Förderung von Velos und Förderung von Elektroautos. Wir versuchten zu beurteilen, wel-

che Massnahme von welchem Geschlecht wohl eher angenommen würde und betrachteten sie aus der Genderperspektive. Die Pro und Kontra wurden anschliessend kontrovers diskutiert. Schon diese kurze Übung zeigte, wie wichtig es ist, solche Fragen aus verschiedenen Perspektiven zu behandeln. Danke Tonja!

## Ober- statt unterirdisch

Bei leckeren Speisen hatten wir Zeit für Diskussionen und Austausch. Dann kam die Hiobsbotschaft: Die geplante unterirdische Führung entlang der Birsig fiel ins Wasser - buchstäblich. Das Gewitter vom Vortag liess das Flüsschen gefährlich anschwellen, ein Gang durch den Untergrund wurde unmöglich. Spontan sprang Sonja M. Jud Landau von der Geschäftsstelle ein. Sie wusste viel Spannendes über ihre Wahlheimat zu erzählen und erstaunte selbst «alteingesessene Baslerinnen». Auch Heidi Mück und Franziska Siegrist wussten einiges zu berichten: über einen Ausbruch aus dem Untersuchungsgefängnis oder die «Kapelle» auf der Wettsteinbrücke, von der «Hexen» heruntergestossen wurden. Und wer weiss, wo Napoleon zuerst Basler Boden betrat? Wir wissen es nun! Was wir auch wissen: Die ffu-pee sind eine lebendige Gruppe und die GV ist immer eine Super-Gelegenheit, neue Kontakte zu knüpfen und alte aufzufrischen. Vielen Dank für die Organisation!

Nicole Seglias leitet die Experimentierwerkstatt für Kinder. Sie ist Mitglied des forum-Redaktionsteams.



Kontroverse Diskussion: welche Massnahme wird von welchem Geschlecht wohl eher akzeptiert?



# L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES FFU-PEE 2018 À BÂLE

Une quarantaine de femmes ont répondu présentes à l'invitation de l'Assemblée générale des membres à Bâle. Après la partie statutaire, la passionnante intervention sur Gender Check et l'agréable déjeuner dans l'ancienne Markthalle, il y a eu une surprise. Nicole Seglias, rédaction forum ffu-pee



Sonja M. Jud Landau présente l'arc de Münster

Nous nous sommes rencontrées dans l'ancienne Markthalle de Bâle, où Nadine Guthapfel nous a menées de manière souveraine à travers les différents points de l'ordre du jour. Heidi a parlé des changements difficiles vécus par le secrétariat ; ceux-ci ont heureusement pu être surmontés, notamment grâce à la précieuse aide de Nadine Guthapfel et de Daniela Crescenzi. Heidi est très satisfaite de voir les membres s'investir autant ; nos demandes et besoins sont pris en compte par les ffu-pee, ce qui est très utile pour le développement de l'organisation. Ainsi, à l'avenir, les ffu-pee vont davantage s'exprimer au niveau politique et élargir leurs compétences dans les domaines « Les questions de genre et l'environnement » et « Les femmes et la recherche d'emploi ».

Caroline Sonny a ensuite fait une rétrospective de l'année 2017. En mars de l'an dernier, elle est devenue responsable de l'Antenne romande et elle a déjà organisé plusieurs rencontres ayant connu un franc succès. Patricia Recordon, qui lui a précédé, a été remerciée pour l'excellent travail fourni pendant 6 ans.

Du point de vue financier, les ffu-pee se portent bien et se préparent pour l'année du jubilé. En plus de nos connaissances et de notre engagement, celui-ci doit également mettre en avant les aspects vivants et ludiques de l'organisation.

Enfin, il y a quelques nouveautés en ce qui concerne le comité directeur. Nadine Guthapfel démissionne après 7 ans de bons et loyaux services. Sybille Roos et Myrta Montani se proposent comme nouvelles membres.

## Gender Check

Après une pause café, Tonja Zürcher nous a expliqué la signification de Gender Check lors d'un court exposé fort pertinent. Dans

Le cas d'étude, nous avons mis face à face les avantages et les inconvénients de deux mesures concernant le climat : la promotion de vélos et celle de véhicules électriques. Nous avons dû évaluer laquelle des deux serait plutôt adoptée par tel ou tel sexe et avons considéré le problème du point de vue du genre. Les pour et les contre ont ensuite été discutés de façon polémique. Ce petit exercice nous a montré à quel point il est important d'étudier les problèmes en les regardant par le biais de différentes perspectives. Merci Tonja !

## Une visite de la ville

Pendant le repas, par ailleurs délicieux, nous avons eu le temps de discuter et d'échanger. Ensuite, on nous a informées que la visite souterraine le long de la Birsig tombait littéralement à l'eau. L'orage du jour précédent ayant fait enfler le petit fleuve de manière dangereuse, il était en effet impossible d'effectuer la promenade prévue. Sonja M. Jud Landau du secrétariat s'est alors proposée spontanément pour nous montrer des choses passionnantes à Bâle, sa ville d'adoption. Heidi Mück et Franziska Siegrist avaient également des histoires à raconter : sur une évasion du centre de détention ou encore sur la « Chapelle » du pont de Wettstein, duquel ont été jetées à l'eau des « sorcières ». Et qui sait à quel endroit exactement Napoléon a d'abord foulé le sol bâlois ? Nous le savons maintenant ! Et ce que nous savons aussi : les ffu-pee sont un groupe très vivant et l'AG reste une superbe occasion de nouer de nouveaux contacts et de retrouver d'anciennes connaissances. Un grand merci pour l'organisation !



Depuis cette chapelle du pont de Wettstein furent jetées les supposées « sorcières ».



# SORTIE RÉGIONALE : VISITE DU JARDIN PERMACOLE D'AINO ADRIAENS

Caroline Sonnay, antenne romande ffu-pee

En début de soirée du vendredi 15 juin, un groupe de cinq Professionnelles En Environnement s'est rendu à l'Abergement, une commune du pied du Jura, où habite notre membre Aino Adriaens. Le but de cette soirée était de découvrir son jardin en permaculture qu'elle aménage maintenant depuis plusieurs années.

Habitant les lieux depuis environ vingt ans, Aino et son mari ont commencé par rénover leur maison et aménager un jardin naturel sur le reste de leur terrain. De belles haies vives d'essences naturelles ont été plantées sur le pourtour de la propriété. Côté sud, un petit portail en métal accueille les visiteurs du jardin. A l'intérieur, on y trouve plusieurs secteurs. Une partie en verger haute-tige mêlant vieux et jeunes arbres pour en assurer la pérennité, une autre en prairie fleurie, trois étangs, deux serres et deux murs en pierres sèches, sans oublier le poulailler qui abrite entre autres les mascottes du site, les paons, qui nous ont rappelé régulièrement leur présence par leur fameux cri « Léon ». Une anecdote amusante : Aino nous raconte que le premier étang qu'ils ont construit a été prêt avant la salle de bain de la maison... Ce qui montre bien la passion pour la nature qui anime le couple !

Ces dernières années, Aino a effectué de nouveaux aménagements dans son jardin. Des serres permettant de faire pousser des légumes appréciant la chaleur comme les tomates et de mettre à l'abri les plants durant leur croissance, mais surtout un véritable jardin en permaculture constitué de plusieurs « carrés potagers » disposés en rond autour d'un petit étang. Il s'agit d'un véritable lieu d'expérimentation et d'observation. En effet, les légumes ne poussent pas toujours comme et où on le désire. Il faut donc trouver l'endroit et les conditions où chaque espèce se sent le plus à son aise et donnera le meilleur d'elle-même. Selon les années, également certaines donnent plus que d'autres. Résultat : toujours des surprises à découvrir !

Aino nous a fait tester son hache-paille qui lui sert à réduire en petits morceaux l'herbe fauchée, les orties, la consoude... dont elle fera un paillage au pied des plantations. Celui-ci les protégera du dessèchement, tout en apportant des nutriments à la terre. Juste après cette démonstration, nous piquons quelques raisinets du jardin. Est-ce la faim qui se fait sentir ou juste de la gourmandise ?

Nous terminons la ballade par la visite de la toiture végétalisée que le couple a réalisée sur un abri de jardin. Aino, également spécialiste dans ce domaine et travaillant notamment comme consultante pour la Ville de Lausanne, a pu y mettre à profit tout son savoir et son expérience. Le résultat, tout comme le jardin, réjouit les yeux des visiteuses.

Aino aurait encore tellement de choses à nous montrer et à nous raconter, mais nos estomacs finissent par l'emporter. Nous nous rendons dans la cuisine de la maison où nous partageons un repas canadien auquel participe sa famille. Un vrai moment de

convivialité, comme à la maison.

Un grand merci encore à Aino et son mari pour leur accueil chaleureux et leur sens du partage !

Pour information, Aino propose régulièrement des cours de permaculture dans son jardin. Alors si vous êtes intéressée, n'hésitez pas à la contacter : [aino@espacenature.ch](mailto:aino@espacenature.ch).



La serre pour préparer les plants et avoir des légumes toute l'année

## Regional Ausgang: Besuch des Permakultur-Gartens von Aino Adriaens

Am 15. Juni gingen fünf Fachfrauen Aino Adriaens am Fusse des Juras besuchen, um ihren Permakultur-Garten besichtigen. Aino und ihr Mann bearbeiten diesen schon seit zwanzig Jahren. Sie erklärte den FachFrauen wie man immer wieder lernt, wo welches Gemüse lieber wächst und dass sich dies von Jahr zu Jahr unterscheiden kann. Der Besuch endet mit der Vorstellung eines begrünten Dachs und einem gemütlichen kanadischen Abendessen. Vielen Dank Aino!

## Inserat . Annonce



# SCHAFE IN DER STADT. FACHFRAUENBESUCH

Nicole Seglias, Redaktion forum fu-pee

Im Juni lud Annemarie Brennwald zum FachFrauenBesuch nach Zürich Affoltern. Nicht ihren Beruf sondern ein intensives Hobby wollte sie zusammen mit Anna Billeter vorstellen. Die Rumpelhalde, eine zum Teil steile Weide oberhalb des Friedhofs Zürich Nordheim, wurde dank der Initiative von vier Familien Heimat für ProSpecieRara Spiegelschafe, Honig- und Wildbienen und Kaninchen. Der Verein wurde 2013 gegründet, um «das Glockengebimmel der Schafe wieder zurück ins Quartier zu bringen und um die Weide am Waldrand nachhaltig zu pflegen». Unterstützung erfuhren sie von GrünStadtZürich, die unter anderem den Hag entlang des Spazierweges installierten. Genug Arbeit bleibt! Die Mitglieder des Vereins produzieren Schafwolle, Räucherfleisch und Honig, kümmern sich um den Hochstammobstgarten, die Bienenvölker und das Wildbienenhotel. Die Schafe werden im Sommer regelmässig auf einen anderen Teil der Weide geführt, damit sich die abgegraste Koppel erholen kann. Bei Gewitter gibt es auch mal eine hektische Notaktion, um die Schafe in den schützenden Stall zu bringen - da hilft eine gute Kommunikation, wenn die zuständige Person gerade zu weit weg am arbeiten ist. Die Schafe wurden ursprünglich nur zum Sömmern vom Demeterhof Looren ausgeliehen. Mittlerweile gehören einige der Tiere dem Verein und sie haben auch Nachwuchs bekommen. Zum Überwintern werden sie allerdings immer noch in ihren Ursprungshof gebracht, ein winterfester Bau brächte den Verein an seine Grenzen.

Wir interessierten FachFrauen erklimmen an diesem Sommertag den Hang, streichelten die Spiegelschafe, die ihren Namen übrigens der wollfreien, glatten Stirn verdanken, und bewunderten die Heuwiese mit den vielen Sträuchern. Den Lesesteinhäufen konnten wir am Ende der Weide erahnen. Am Waldrand, gut geschützt durch einen Elektrozaun, hoppelten die sieben Kaninchen im 400 m<sup>2</sup> grossen Freilaufgehege. Um sie kümmern sich die Kinder des Quartiers und bringen sie nachts auch in den Stall. Immer wieder kommen auch Schulklassen zu Besuch und natürlich



Charakteristisch für Spiegelschafe sind die dunklen Zeichnungen um das Maul und um die Augen sowie die dunkel gefärbten Ohrspitzen.

gibt es jährlich ein Rumpelhaldefest. Wohl auch wegen der guten Öffentlichkeitsarbeit im Quartier kann sich der Verein nicht über Nachwuchsprobleme beklagen. Wir geniessen zum Abschluss einen leckeren Apero mit Wildkräuter-Bällchen und feinem Most. Es war ein inspirierender Besuch, der Gluscht machte, so etwas auch im eigenen Quartier zu versuchen. Merci Annemarie und Anna!

Nicole Seglias leitet die Experimentierwerkstatt für Kinder. Sie ist Mitglied des forum-Redaktionsteams.

[www.rumpelhalde.ch](http://www.rumpelhalde.ch)



Wenn Kaninchen genügend Platz und Unterschlupfmöglichkeiten haben, graben sie wenig Löcher.

## Des moutons dans la ville

Annemarie Brennwald a invité les Professionnelles En Environnement à visiter la Rumpelhalde, un pâturage situé à l'orée de la forêt près du cimetière Zürich Nordheim. À cet endroit, l'association Rumpelhalde élève depuis 5 ans des lapins, des moutons miroirs, des abeilles à miel et des abeilles sauvages. Elle produit également du foin ainsi que du jus de fruits issu de vergers à haute tige. Ce sont les enfants du quartier qui s'occupent des sept lapins. L'association organise chaque année une fête et accueille régulièrement des classes. En tant que ffu-pee, nous avons apprécié la visite qui nous a inspirées et donné envie de tenter quelque chose de semblable dans notre propre quartier.

**ffu-pee regional . groupes régionaux ffu-pee**

**Aargau**

Verschiedene Treffen und Exkursionen.  
Kontaktfrauen: Isabel Specker, isabelspecker@hotmail.com,  
Monika Suter, suterjann@gmail.com und Mirjam Hauser,  
mirjamhauser@yahoo.com

**Basel**

Sporadische Treffen zum Mittagstisch und zu regionalen  
Veranstaltungen. Die Termine werden jeweils per Rundmail  
angekündigt.  
Kontaktfrau: Franziska Siegrist, ffubasel@frasuk.ch

**Bern**

Mittagstisch, Exkursionen und regionale Veranstaltungen.  
Anmeldung zu Treffen, Exkursionen und Veranstaltungen via  
Kontaktfrauen:  
Christa Andrey, ch.andrey@hotmail.ch,  
Yvonne Tissot, yvonnetissot@gmx.ch,  
Anne Berger, anne.berger@gmail.com,  
Martina Kauzlaric, kauzlaric.martina@gmail.com  
Anmeldung zum Mittagstisch bei Simone Brander,  
simone.ch.brander@gmail.com

**Graubünden**

3 bis 4 Treffen pro Jahr mit unterschiedlichen Inhalten,  
verantwortlich:  
Regula Ott, regula.ott@parc-ela.ch  
Marit Richter, marit.richter@eichenberger-revital.ch  
Ausserdem gibt es einen regelmässigen Mittagstisch  
Kontaktfrau:  
Jacqueline von Arx, jacqueline.vonarx@gmail.com

**Jura-Südfuss**

Treffen zum gemeinsamen Nachtessen. Kontaktfrau: Anita  
Huber, Olten, Tel. 062 296 28 24, anita.huber@sunrise.ch

**Neuchâtel/Jura/Bienne**

Notre deuxième groupe romand organise des sorties des ffu-  
pee dans les régions de Neuchâtel, Jura, Bienne.  
Nous cherchons une nouvelle coordinatrice! Les Membres  
intéressés peuvent s'adresser à Caroline Sonnay,  
csonnay@gmail.com

**Ostschweiz**

Verschiedene Treffen, Exkursionen und Veranstaltungen.  
Kontaktfrauen: Sibylle Duttwiler, info@reg-en.ch,  
Andrée Mijnsen, a.mijnsen@bluewin.ch,  
Ursula Steinmann, steinmannursula@bluewin.ch

**Romandie / Lausanne**

Le groupe romand se rencontre tous les deux mois environ,  
sous diverses formes : souper, conférence-apéritif ou visite  
guidée dans la région lémanique.  
Membre contact en Suisse romande : Caroline Sonnay,  
csonnay@gmail.com

**Thun**

Kontaktfrauen: Ursula Bigler-Griessen, bigler-griessen@  
bluewin.ch, Suzanne Albrecht, albrecht-la@tcnet.ch

**Zentralschweiz**

Abendveranstaltungen ca. 2-3 mal im Jahr. Die Einladung  
erfolgt jeweils per E-Mail. Kontaktfrau: Gertrud Osman,  
gertrud.osman@gmx.ch

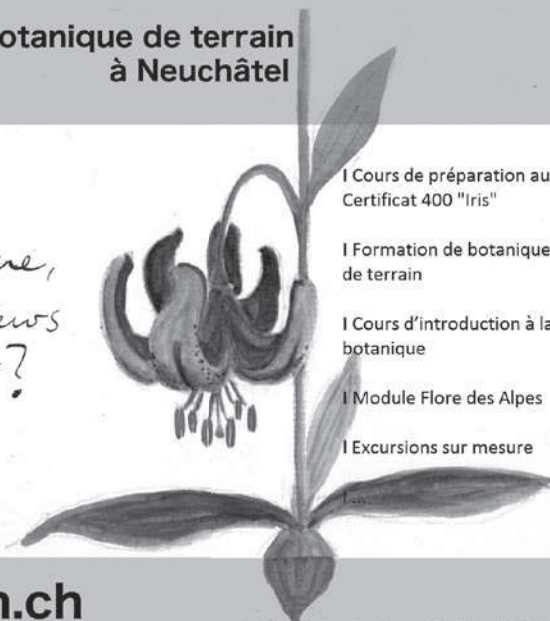
**Zürich**

FachFrauen Besuche, Informationsanlässe, Mittagstische,  
Exkursionen und regionale Veranstaltungen. Kontaktfrauen:  
Diana Soldo, soldo.cwater@gmail.com,  
Bigna Salzmann, bigna.salzmann@gmail.com,  
Cornelia Schmid, cornelia\_schmid@gmx.ch,  
Susanna Niederer Moeni, su.ni@gmx.net

Inserate . Annonces

**Cours et formations de botanique de terrain  
à Neuchâtel**

*Envie de botanique,  
de champs de fleurs  
et de grand air?*



**www.floraneuch.ch**

en collaboration avec le Jardin botanique de Neuchâtel

## Impressum

### Herausgeberinnen . Editrices

FachFrauen Umwelt ffu-pee  
Professionnelles En Environnement ffu-pee  
Güterstrasse 83  
4053 Basel, T 061 222 22 40  
info@ffu-pee.ch, www.ffu-pee.ch

### Layoutkonzept . Concept de mise en page

Dominique Girod

### Layout . Mise en page

Anna-Flurina Kälin

### Titelbild . Photo de couverture

© Fastenopfer / Action de Carême

### Redaktion . Rédaction

Jasmine El Mulki, Manon Gardiol, Nicole Seglias,  
Tabea Kipfer, Karin Inauen

### Übersetzung . Traduction

Cornélia Mühlberger-de Preux, Andrea von Maltitz

### Auflage . Exemplaires

1500

### Kommende Ausgabe . Prochaine parution

Das nächste forum erscheint im Dezember 2018  
zum Thema «Digitalisierung».

Le prochain magazine forum paraîtra en décembre  
2018. Il portera sur la « numérisation ».

Verantwortlich/responsable: Nicole Seglias

Kontakt/Contact: nicole@seglias.ch



Forum jetzt online erhältlich auf  
[www.ffu-pee.ch](http://www.ffu-pee.ch)

## Agenda

### 18. Oktober 2018

Regionalgruppe Basel: Exkursion Basler Zolli  
Tiergartenbiologie, am Beispiel der neuen  
Elefantenanlage

Donnerstag 18. Oktober 2018, 18:00 bis 19:30 Uhr  
FachFrau Nicole Bachmann führt durch die  
Elefantenanlage und informiert zum Thema  
Tiergartenbiologie.

Der Zolli-Eintritt wird von den FachFrauen Umwelt  
übernommen. Essen und Getränke im Anschluss auf  
eigene Rechnung.

Anmeldung bei Franziska Siegrist: [ffubasel@frasuk.ch](mailto:ffubasel@frasuk.ch)

### 23. Oktober 2018

Regionalgruppe Bern: Mittagstisch  
Die Berner FachFrauen treffen sich am Dienstag  
23. Oktober um 12.15 Uhr zum Mittagstisch im  
Restaurant O bolles, Bollwerk 35 in Bern (Nähe  
Bahnhof)

Kontakt und Informationen:

Simone Brander [simone.ch.brandner@gmail.com](mailto:simone.ch.brandner@gmail.com)

### 14. November 2018

Zweiter Forstfrauen Stammtisch

Am Mittwoch 14.11. treffen wir uns um 19 Uhr in  
Bern (genauer Ort wird noch bekannt gegeben) zum  
zweiten Stammtisch für Frauen im Forstbereich.

Weitere Informationen gibt es auf der Geschäftsstelle  
[info@ffu-pee.ch](mailto:info@ffu-pee.ch)

### 30. November 2018

Regionalgruppe Bern: Mittagstisch

Die Berner FachFrauen treffen sich am Freitag  
30. November um 12.15 Uhr zum Mittagstisch im  
Restaurant O bolles, Bollwerk 35 in Bern (Nähe  
Bahnhof)

Kontakt und Informationen:

Simone Brander, [simone.ch.brandner@gmail.com](mailto:simone.ch.brandner@gmail.com)